

Nous tous qui luttons contre ce système basé sur la concurrence, la guerre, l'exclusion.. et qui militons **pour la coopération** devons déjà apprendre à **coopérer entre nous** et à ne pas nous exclure mutuellement.

Lausanne, capitale des questions ethnique et nationale

Dans cette ville, en 1923, s'est tenue une célèbre conférence à la suite de laquelle l'Empire ottoman fut démantelé. Aux termes du traité de Lausanne, Grecs et Turcs échangèrent non seulement des territoires, mais encore des populations, lesquelles furent autoritairement déportées : les Grecs d'Anatolie vers la péninsule balkanique, les Turcs de Grèce vers l'Anatolie. Selon cette conception dichotomique, *chirurgicale* pourrait-on dire, Lausanne donna une sanction juridique au fait ethnico-national qui avait explosé dans l'Europe de 1848 et qui, jusqu'à nos jours, a continué de morceler les empires et autres fédérations.

Toujours à Lausanne, quatre-vingt et un an plus tard, du 23 au 25 juin 2004, s'est tenue une nouvelle conférence internationale qui apparaît comme l'antithèse de la première. "A Lausanne, nous avons créé l'Etat Unique et Démocratique de Palestine/Israël ! Aujourd'hui, les gens riraient en nous entendant proclamer cela. Mais, dans dix ans, cela sera l'évidence !", annonce Israël Shamir, en préambule de son reportage sur la conférence pour un seul Etat démocratique en Palestine/Israël organisée par l'association du même nom (ce reportage peut être consulté sur le site <http://www.ism-france.org/archives> à la date du 12/7/04). Cette association laïque et pluraliste, qui s'inscrit à contre courant de l'immense majorité favorable à deux Etats sur le territoire de la Palestine historique, a déjà été évoquée ici-même (cf. L'Universaliste, mars 2004, n° 70). "On devrait nous appeler les partisans de l'Anti-traité de Lausanne [de 1923], poursuit Shamir, car notre but est exactement l'inverse : laisser les gens vivre ensemble, sans transferts mutuels symétriques". L'auteur rapporte que la municipalité de cette ville exigea des organisateurs qu'ils évitent "d'utiliser le nom de leur ville en rapport avec cette conférence". Ces édiles très progressistes préfèrent certainement que le nom de Lausanne reste attaché à ce qui constitue l'un des pires fléaux du XXème siècle ! Contre ce boycott systématique qui a occulté cette manifestation jusque dans les rangs de la gauche radicale, il faut impérativement faire connaître les buts de l'association précitée (c/o Dr. Sami Aldeeb, Ochettaz 17, 1025 St-Sulpice, Suisse, <http://www.one-democratic-state.org/>, info@one-democratic-state.org) voire, plus largement, militer afin que, mettant fin à une réputation sinistre, *Lausanne représente un point de retournement de l'histoire*.

Connaître-nous un jour la vérité sur le 11 septembre ? Quarante ans après, la lumière n'est toujours pas faite sur l'assassinat de Kennedy. Il semble bien cependant que, depuis lors, les Etats-Unis aient été "saisis de paranoïa" comme l'affirme le cinéaste Wim Wenders (Télérama, n° 2854, 25/9/04). Mais ne faudrait-il pas plutôt parler de schizophrénie, tant ils sont coupés du reste du monde, tant leurs rapports avec celui-ci sont, à tout le moins, marqués par la violence ? *Un curieux mélange de nationalisme et d'impérialisme*, tel pourrait être une caractérisation de l'Etat U.S., une définition approximative à défaut d'être stricte. De l'impérialisme, les USA présentent ainsi cet isolationnisme grandissant marqué par l'unilatéralisme et l'interventionnisme devenus systématiques. Mais la politique de ce pays offre aussi une forte dose de nationalisme, que l'on retrouve dans l'affaiblissement des structures fédérales, la croissance du centralisme et le patriotisme envahissant (que l'on pense au *Patriot Act*). "La religion des Etats-Unis, c'est l'Amérique. La célèbre expression *God bless America* (Dieu bénisse l'Amérique), a désormais changé de sens : il n'y a même plus de différence entre Dieu et l'Amérique", affirme Wenders dans le texte précité. Notons encore cette identification d'un seul pays à tout un continent.

Créer un Empire-monde hiérarchisé sous hégémonie étasunienne, voilà ce qui caractérise le fond de la politique extérieure U.S., au moins depuis le dernier trimestre 2001 et l'intervention en Afghanistan (mais on sait que celle-ci était préparée de longue date). L'impérialisme, ici, l'emporte donc nettement sur le nationalisme. Autour du centre U.S. nanti émettant la monnaie mondiale de consommation, se serait trouvée une première zone formée des alliés traditionnels : le monde anglo-saxon (comprenant encore l'Australie et la Nouvelle-Zélande), l'Europe occidentale, le Japon, Israël... puis une deuxième série de pays vassaux plus fragiles, moins sûrs, mais aspirant au rapprochement avec le centre : les anciennes démocraties populaires, la Turquie, le Mexique, l'Afrique du Sud et les pays du Sud-Est asiatique... enfin, la *multitude* : l'ensemble des *nations prolétaires*, ces pays contribuant d'une manière ou d'une autre à l'entretien du haut niveau de vie du monde développé, de son *american way of life* : par son travail ou l'exploitation de ses matières premières ; ce reste du monde reposant sur des bourgeoisies compradore, étant administré par des gouvernements fantoches que l'on ferait et déferait en tant que de besoin... On peut affirmer, à présent, que ce beau plan concocté par quelques néo-conservateurs mégalomanes à Washington a complètement échoué, déjà parce que, dès les premiers instants, ce projet dément n'a pas reçu la caution des principaux alliés qui devaient "marcher dans la combine" (la main plus ou moins forcée) : la France, l'Allemagne, suivies par l'Espagne, mais encore le Canada, le Mexique... Depuis ce temps, la puissance économique et militaire de la Chine et de l'Inde a continué de s'affirmer, le dollar a baissé, le pétrole a monté, la Russie a repris le contrôle (partiel) de son industrie pétrolière bradée par Eltsine... Le monde, *bipolaire*, de la guerre froide est devenu *multilatéral* : une "foire d'empoigne" plus classique où des grandes puissances rivalisent, s'allient ou se concurrent, s'affrontent... la première de toutes, malgré sa suprématie incontestable, ne parvenant toujours pas à enrayer son déclin relatif...

La lutte contre le terrorisme islamiste, telle était l'objectif officiel de l'offensive U.S. en Irak. Manipulée par la propagande des médias "aux ordres" (Fox News, CNN), une proportion importante de la population U.S. croyait - ou faisait semblant de croire - que Saddam, aidé de Ben Laden, était derrière l'attentat du 11 septembre et que ses "armes de destruction massive" menaçaient la paix du monde. Chacun sait que le but réel de cette agression était bien plus profond, stratégique : l'une des zones du monde les plus riches en pétrole devait impérativement être contrôlée, tant pour la maîtrise des cours que pour le chantage à l'encontre du gros consommateur qu'est la Chine, ou encore pour exercer une pression supplémentaire sur le voisin iranien... Aujourd'hui, toutefois, cette offensive est en train de prendre l'aspect d'une déroute générale : militaire, politique, idéologique... "Les Etats-Unis sont en train de perdre le contrôle de l'Irak", est obligé de concéder le très américanophile

quotidien *Le Monde* (19/20-9-04) qui montre que des régions entières échappent au contrôle des troupes U.S. et des alliés qu'il leur reste. Outre Iyad Allaoui, le Premier ministre proclamé par Washington (ancien collaborateur de la CIA et du MI6 britannique) et un cercle restreint d'autres individus soudoyés ou de mercenaires, les Etats-Unis ne peuvent guère compter d'amis dans la région : le scandale des tortures et humiliations qu'ils ont infligées aux prisonniers irakiens, le nombre croissant des victimes civiles de la répression militaire, le soutien sans faille accordé à l'Etat d'Israël, cet ensemble de faits a dissipé le peu de sympathie dont ils pouvaient jouir, en Irak tout comme dans l'ensemble du Moyen-Orient ; même leurs agents appointés, chiïtes ou sunnites ne sont pas fiables, souvent acquis à ce qui apparaît de plus en plus comme une résistance populaire. Il reste que l'Irak "libéré" vient de réaliser une formidable régression, avec les menaces exercées à l'encontre des femmes non voilées, les attentats contre les minorités chrétiennes ou les marchands d'alcool. Ce pays est devenu aujourd'hui la terre promise de tous les intégristes islamistes. S'il est patent que les dirigeants U.S. ont officiellement échoué dans leur objectif déclaré de lutte contre le terrorisme, nous ne devons pas ignorer que ce fiasco apparent recouvre une réussite plus profonde, de leur point de vue, car, depuis la chute du soi-disant "communisme", l'impérialisme étasunien a un besoin vital d'ennemis, de terrorisme et autre choc des civilisations pour légitimer sa politique. Les intégristes islamistes et néo-libéraux sont de grands alliés objectifs, s'ils ne se donnent pas la main, ce qui n'est pas exclu...

L'Iran après l'Irak ? La neutralisation de ce pays entrerait tout à fait dans le plan U.S. de contrôle du monde. Cela ne déplairait pas non plus à Israël, dont on sait que les avions survolent en permanence la frontière turco-iranienne (suite à un accord de collaboration avec Ankara). Il est certain qu'à Washington comme à Tel Aviv de nombreux faucons frissonnent d'impatience. Mais d'autres sont plus raisonnables, pour de nombreuses raisons : on connaît les bonnes relations de Moscou et de Téhéran, on ignore l'état d'avancement des iraniens en matière d'armes nucléaires mais on sait qu'ils disposent de missiles pouvant atteindre Israël. Voilà de quoi faire réfléchir. L'éventualité d'une invasion de l'Iran apparaît exclue, en tout état de cause ; on imagine le désastre que pourrait donner l'occupation de ce pays dont le territoire fait trois fois la superficie de l'Irak et qui n'a pas été affaibli par dix ans d'embargo. Il resterait, bien-sûr, la solution "confortable" des bombardements à distance... mais à l'heure où le prix du pétrole ne cessent de monter cela ne serait pas très bon pour les affaires. Décidément, les choses ne sont jamais très faciles...